

Séminaire inter cycles et instituts des hautes études

Relier les intelligences



A l'occasion de la présidence française du Conseil de l'Union et dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Union européenne,

RELANCE, PUISSANCE, APPARTENANCE, RÉSILIENCE : contributions des instituts et cycles des hautes études au débat sur l'avenir de l'Europe

Synthèse



MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
MER

SG/SPES/IPEC
CSDD
Cycle Supérieur du
Développement
Durable



planet A

ihemr
INSTITUT
DES HAUTES
ÉTUDES
DU MONDE
RELIGIEUX



RELANCE, PUISSANCE, APPARTENANCE, RÉSILIENCE : Synthèse des contributions des instituts et cycles des hautes études au débat sur l'avenir de l'Europe

Séminaire inter IHE à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne
9 novembre 2021
Amphithéâtre Foch
Ecole militaire

Contexte

A l'initiative de l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE, ministère de l'Economie, des finances et de la relance) et de l'Institut des hautes études de l'entreprise (IHEE), **douze instituts et cycles de hautes études tant du secteur privé que public (instituts ministériels ou associations agréées) se sont constitués en réseau en cohérence avec leur ambition commune de décloisonnement et d'efficacité. Ils ont souhaité partager l'expérience de mettre en relation les acteurs clés issus d'univers distincts et de les sensibiliser aux grands enjeux contemporains. C'est pourquoi, dans le cadre de cette initiative, ils ont conçu l'organisation d'un événement prenant la forme d'un séminaire regroupant des auditeurs et auditrices des différents IHE, recourant à des méthodes de travail semblables à celles qu'ils pratiquent dans leurs formations.**

Le séminaire s'inscrit dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne (PFUE) qui débutera le 1^{er} janvier 2022 et de la Conférence sur l'avenir de l'Union.

Le panel d'auditeurs et auditrices a travaillé sur « **Relance, Puissance, Appartenance, Résilience** ». Ils ont identifié et défini les enjeux essentiels et ont produit des propositions d'action. Le présent document en est la synthèse, remis ce 09 novembre 2021 à Monsieur Beaune, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Européennes. Il sera également disponible sur la plateforme relative à la Conférence sur l'avenir de l'Union européenne.

En partenariat avec:

[Toute l'Europe](#)



[Institut de l'Engagement](#)



Table des matières

1	Synthèse de la journée de travail	4
2	Restitution des travaux du groupe	6
2.1	Relance	6
2.1.1	Enjeu retenu – constats	6
2.1.2	Propositions	7
2.2	Puissance	9
2.2.1	Enjeu retenu – constats	9
2.2.2	Propositions	11
2.3	Appartenance	16
2.3.1	Enjeu retenu – constats	16
2.3.2	Propositions	16
2.4	Résilience	20
2.4.1	Enjeu retenu – constats	20
2.4.2	Propositions	21

1 Synthèse de la journée de travail

Cette journée de séminaire inter cycles et Instituts des Hautes Etudes marque une volonté commune de réunir une diversité d'auditeurs issus de parcours disciplinaires et professionnels différents, pour contribuer à un débat sur des questions qui engagent l'avenir commun de l'Union européenne dans la double perspective de la présidence française du Conseil de l'Union et de la Conférence sur l'avenir de l'Union européenne.

Tout à la fois « *un appel à l'intelligence et à l'action* » comme le soulignait Amélie de Montchalin, Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, cette initiative se nourrit des **regards croisés des auditeurs** au sein des groupes de travail pour formuler des propositions concrètes sur quatre grands axes thématiques : relance, puissance, appartenance et résilience. En voici les grands traits.

Un constat très largement partagé comme point de départ des réflexions : Si l'Europe est une aventure politique et institutionnelle formidable qui a débouché sur des avancées historiques, celles-ci manquent de **lisibilité** – ce paradoxe identifié par un grand nombre de participants aux travaux interroge sur, d'une part, le savoir-faire de l'union européenne mais aussi le faire-savoir des actions effectivement engagées. Plusieurs projets ont été proposés pour remédier à cette absence de visibilité.

Beaucoup de contributeurs ont regretté le **manque de préparation de l'Union européenne face aux défis** qui l'attendent à l'international et face à ses puissants partenaires qui sont parfois aussi, sur le plan commercial, des adversaires. La question du commerce international, de la guerre des idéologies, du combat informationnel à l'échelle internationale, qui touche aux problématiques du numérique et du digital ont fait l'objet de propositions très concrètes.

La notion de **soft power** a été très largement évoquée et sous plusieurs angles pour montrer qu'une Europe puissante doit projeter son modèle, pas nécessairement de façon agressive mais sans naïveté. Les conditions d'une dynamique d'innovation scientifique, technologique, entrepreneuriale doivent être mises en place. L'Europe et ses membres doivent être en capacité de proposer leurs réponses et modèles alternatifs sur le marché international. L'innovation doit être massivement soutenue par des agences dédiées (type *darpa*, *investEU*, ...) Ces éléments permettront d'assurer **l'autonomie stratégique Européenne**.

Egalement, en lien avec la question de **l'appartenance** qui apparaît en filigrane dans l'ensemble des travaux conduits, les moyens d'assurer la promotion du modèle européen plus protecteur de l'environnement et des citoyens. Ont été soulignés le besoin **d'égalité et la nécessité de promouvoir un modèle social solidaire**.

Les enjeux des **mobilités** sont apparus dans l'ensemble des travaux : mobilités intracommunautaires, mobilités décarbonées, mobilités professionnelles et institutionnelles avec un accent fort sur la mobilité de la **jeunesse** qui a besoin de s'ouvrir à de nouveaux horizons.

Les groupes soulignent que l'Europe en son sein a vocation à encourager les **échanges, notamment culturels et linguistiques** pour que les langues ne deviennent pas des obstacles à la circulation.

Les débats ont ainsi fait émerger le besoin d'une Europe souveraine, utile à tous et pour tous, solidaire, innovante, fière d'elle même, riche des **réalisations communes** des Etats, des institutions et de la société civile pour construire ensemble un avenir dans une logique d'appropriation commune.



2 Restitution des travaux du groupe

2.1 Relance

2.1.1 Enjeu retenu – constats

L'enjeu vise à

- penser la relance dans une logique qui se détache de la situation pré-crise et s'appuie sur un engagement fort des citoyens,
- ancrer la relance dans un positionnement de l'UE comme leader, en particulier sur les sujets d'innovation digitale.

Constats essentiels
1. Retard de l'UE en matière d'IA, enjeu majeur de positionnement géo-économique, voire géopolitique
2. Demande d'autonomie stratégique, rendue manifeste avec les vulnérabilités de nos chaînes d'approvisionnement – notamment en matière sanitaire
3. Importance du vecteur de l'éducation, qui fonctionne et est consensuel (v. méthode ouverte de coordination, Erasmus...) ; il est recommandé de l'utiliser davantage au soutien de l'enjeu identifié, d'autant qu'il renforce le collectif.
4. Incohérence de certaines actions de lancement/relance de la puissance publique et de ce qu'elle peut ensuite effectivement soutenir/acheter (ex. des masques produits en Europe, quand la puissance publique est finalement contrainte d'acheter des masques chinois)
5. La mobilité, au cœur du projet européen, est un défi à part aujourd'hui et pourrait permettre de relancer le projet et le collectif.

2.1.2 Propositions

Propositions ou orientations pour l'UE	Note Wooclap
1. Coding for Europe	6,8
2. Programme d'investissement sur l'innovation	7,8
3. Confirmer, étendre et promouvoir le label "Made in Europe"	7
4. Redynamiser la mobilité intra-communautaire	8,2

Présentation de chacune des propositions et des arguments retenus

"Coding for Europe"

- Relancer le programme qui semble avoir été initié en 2014 ('Coding for Europe' - UK),
- Formation au coding en formation initiale, pour tous les élèves européens ou étrangers implantés en Europe, et en formation continue,

Sur la formation continue : pousser et accélérer l'analyse sectorielle des besoins de compétences pour réorienter notre effort de formation et d'investissement en cours (T. Breton),

- Axes/objectifs de la formation : soutenabilité, logiciel libre, mobilité.

Extension des programmes d'investissement sur l'innovation

- IA, avec des applications et des usages – notamment mobilité
- Dans cette optique de programmes d'investissement, révision des critères de Maastricht et du "semestre européen" – un peu à l'image de ce qui avait été fait avec le plan Junker : la dette liée au plan d'investissement n'était pas consolidée dans la dette au sens des critères de Maastricht,
- Aller plus loin que les programmes en cours regroupés dans InvestEU, de manière à couvrir des besoins, qui apparaissent énormes en attirant des ressources privées supplémentaires via des outils de garantie publique.

Confirmer, étendre et promouvoir le label 'Made in Europe'

- Enjeu de communication,
- Le label tel qu'il existe n'est pas encore reconnu et demande à être mieux valorisé.

Redynamiser la mobilité intra-communautaire

- Dynamiser l'Europe de l'Éducation et structurer l'espace européen de l'enseignement scolaire,
- Travailler à l'harmonisation intra-communautaire des droits sociaux – chômage et retraite en particulier.

Remarques émanant du débat:

- *La dimension de qualité de relance est peu présente.*
- *La question de la soutenabilité de la relance n'est pas traitée.*
- *la question des échelles de temps...*



2.2 Puissance

2.2.1 Enjeu retenu – constats

1. Que faut-il entendre par une puissance européenne ? La puissance peut être définie comme la capacité militaire de défense collective du continent européen et de projection sur des théâtres extérieurs mais aussi la capacité à jouer de son soft power pour :
 - défendre les intérêts collectifs de l'Union,
 - influencer sur les normes mondiales (sociales, fiscales, environnementales, industrielles...).
2. Une question récurrente se pose : l'Europe doit-elle chercher à affirmer sa capacité d'action collective sur la scène internationale ou doit-elle se limiter à être une grande « Suisse » ?
3. Le terme de puissance est bien accepté dans le débat public français mais mal compris dans les autres Etats membres car :
 - c'est un moyen prêté à la France de vouloir mettre l'Europe au service des objectifs de sa propre politique étrangère,
 - il y a une crainte de certains Etats de se voir entraînés dans des aventures militaires extérieures et dans un processus qui viendrait remettre en cause l'Alliance atlantique.
4. Pendant longtemps, l'Europe s'est pensée en dehors des schémas de puissance : elle se voyait comme **un espace de droit ouvert sur l'extérieur**.
5. Mais elle fait face à un changement considérable de contexte depuis moins de dix ans : crise multilatéralisme, comportements prédateurs de certains Etats tiers (Russie, Turquie, Chine), incertitude sur la portée de l'alliance atlantique, menaces terroristes. Ainsi, le besoin d'une plus forte intégration et de davantage d'autonomie face au bouleversement de l'ordre mondial ne s'est jamais fait plus criant.
6. On constate une prise de conscience nouvelle au sein de la Commission européenne (une commission qui se veut géopolitique) et des Etats membres. Cette prise de conscience est toutefois très ambiguë. Deux concepts voisinent d'ailleurs dans le discours européen : celui d'autonomie stratégique européenne (qui peut toutefois sous-entendre un découplage avec l'OTAN) et celui de souveraineté européenne.

État des lieux : 4 constats essentiels

1. L'Europe est un **pôle de puissance qui s'ignore** : une puissance démographique, un modèle de valeurs attractif auprès des jeunes générations, un marché intérieur puissant, un espace de régulation, une monnaie unique, des capacités militaires nationales, une capacité scientifique et technologique, un rôle de fer de lance dans la lutte contre le changement climatique

2. Elle a toutefois des **difficultés à se faire entendre et à peser sur la scène internationale** : sa capacité de projection militaire est trop faible ; sa politique commerciale est trop axée sur le libre échangeisme et insuffisamment sur la promotion des valeurs européennes et la défense de ses producteurs ; les Etats font obstacle à la mise en œuvre d'une véritable politique étrangère commune.

3. L'**Union est trop dépendante dans des secteurs critiques** : haute technologie, plateformes numériques, approvisionnement en médicaments et en énergie, spatial.

4. Elle est **insuffisamment sûre de son modèle de valeurs** : un sentiment d'appartenance insuffisamment incarné par rapport aux identités nationales ; des difficultés à faire respecter l'état de droit, une Europe sociale qui peine à affirmer des standards minimums élevés, une Europe qui doit faire face à une guerre informationnelle et idéologique

2.2.2 Propositions

Propositions ou orientations pour l'UE	Vote Wooclap
1. Instituer un véritable quartier militaire général européen ainsi qu'un dispositif complet de partage des coûts d'intervention entre Etats Membres.	5,9
2. Créer une agence européenne chargée de soutenir des projets d'innovation de rupture sur le modèle de la DARPA américaine.	6,7
3. Favoriser la préférence européenne dans les procédures de marché public et privé les entreprises qui localisent leur activité en Europe (European buy act).	7,8
4. Être offensif dans la promotion vis-à-vis des pays tiers des normes européennes correspondant à nos valeurs (mandat de négociation exigeant, personnel dédié pour conduire ces négociations...).	non présenté
5. Renforcer et élargir la stratégie de protection des filières critiques et assouplir le droit européen de la concurrence pour favoriser la constitution de champions européens.	7,8
6. Mobiliser les moyens cyber au service de la promotion et de la défense des valeurs européennes.	6

Présentation de chacune des propositions et des arguments retenus

1. Instituer un **véritable quartier militaire général européen** ainsi qu'un **dispositif complet de partage des coûts d'intervention** entre Etats Membres.

Affirmer la capacité de l'Union à conduire, en cas de nécessité, de manière autonome des opérations militaires extérieures.

- Proposition : **instituer un véritable quartier militaire général européen** capable de contrôler et de commander une opération militaire extérieure. Il s'agit de refondre l'architecture de commandement opérationnel et de construire autour de l'EMUE et de la MPCC un véritable quartier militaire général européen.
- Proposition : la liste des dépenses prises en charge par l'Union et réparties entre États a été trop étroitement définie par le Conseil : l'essentiel des coûts occasionnés par une intervention extérieure reste supporté par les États participants (à hauteur de 80 à 85 %), ce qui peut alimenter les réticences des États à s'impliquer dans des opérations extérieures. Il faut mettre en place un **dispositif plus complet de partage des coûts d'intervention entre Etats membres** (et pas uniquement entre pays participant).

2. **Promouvoir la capacité d'innovation technologique** de l'Europe : pour la création d'une agence européenne dédiée à l'innovation sur le modèle de la DARPA américaine adaptée à l'Europe.

Cette agence devrait :

- Répondre aux enjeux technologiques, environnementaux et sociétaux par la **promotion de projets d'innovation de rupture**, intégrant la prise de risque et le droit à l'échec. L'innovation de rupture ne se décrète pas : il faut l'accompagner en autorisant la prise de risque et la possibilité de l'échec ;
- Sélectionner les projets européens en fonction de **critères d'excellence sans contrainte de nationalité, ni d'exigence de retour géographique** ;
- **Travailler en étroite liaison avec les entités européennes existantes** : Comité Européen pour l'Innovation, Fonds européen de Défense, JEDI dont les réseaux en lien avec la société civile doivent être exploités. Toutefois, la nouvelle agence européenne doit être **statutairement indépendante des entités existantes** ;
- La mise en place de cette nouvelle agence pourrait démarrer par association d'un nombre réduit de pays volontaires (basé sur le binôme franco-allemand ?).

3. **Favoriser la préférence européenne dans les procédures de marché public et privé aux entreprises qui localisent leur activité en Europe (European buy act).**

- L'idée d'un European Buy Act permettrait de **favoriser dans les procédures de marché public les entreprises qui localisent leur production en Europe**, voire à exclure de la commande publique les entreprises qui ne respectent pas cette obligation. Ainsi en matière de défense,

les fonds du FEDEF (Fonds Européen de Défense) seraient réservés à la BITDE (base industrielle de technologie et de défense européenne).

- Cela nécessiterait une **refonte du droit de la commande publique européen et une négociation avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC)**. En effet, c'est l'OMC qui a accordé des dérogations aux règles du commerce international pour permettre aux États-Unis, à la Corée du Sud et au Canada d'adopter des mesures législatives visant à favoriser leurs entreprises nationales dans les marchés publics.
- L'activité de ces entreprises couvrent la production et aussi les services et la R&D (enjeu de l'emploi et de la création de valeur et de ressources).
- **Étendre (via un système de label) cet European buy act** (préférence d'achat) auprès des **PME et TPE** européennes.

4. Être offensif, dans les instances multilatérales comme dans les accords de libre-échange conclus par l'Union, **pour la promotion vis-à-vis des pays tiers des normes européennes correspondant à nos valeurs** (mandat de négociation exigeant, personnel dédié pour conduire ces négociations...).

- Être force de propositions sur la création des normes pour ne pas se faire imposer d'autres normes et assumer les rapports de force pour promouvoir les valeurs européennes (environnementales) et mettre en place des normes favorables à nos industriels.
- Définir un mandat exigeant, porté par la Commission Européenne avec un personnel dédié pour créer et défendre ces normes.
- Référencer ces normes UE dans les appels d'offres (gage de qualité et de respect des valeurs européennes).

5. Renforcer et élargir la stratégie de protection des filières critiques et assouplir le droit européen de la concurrence pour favoriser la constitution de champions européens.

- Mettre en œuvre des **systèmes de protection des filières critiques**, permettant notamment de freiner les exportations en cas de pénuries sur le marché européen.
- **Élargir** les dispositifs existants (actuellement limités aux réseaux - transport, énergie, télécoms -) **à des secteurs aujourd'hui non couverts** : semi-conducteurs, santé, matières premières stratégiques.
- **Assurer l'autonomie numérique européenne** : stockage des données européen ; protection des données ; cyber-sécurité.
- **Réviser la politique de la concurrence et des dispositifs anti-trust** afin de ne pas décourager l'émergence de groupes européens ayant la taille critique au niveau mondial.
- **Renforcer le dispositif de filtrage des investissements** des pays tiers dans des secteurs stratégiques européens.

- Favoriser la **constitution de nouvelles alliances industrielles européennes**.
- **Réviser le droit européen de la concurrence** pour mieux prendre en compte l'impératif industriel.

6. Mobiliser les moyens cyber au service de la promotion et de la défense des valeurs européennes.

Cette diplomatie publique et cette communication devraient être reconnue comme un secteur stratégique.

- Initier des actions concrètes sur les réseaux sociaux en vue de promouvoir les valeurs et la culture européenne. Définir et mettre en œuvre une politique de communication de l'Europe prioritairement basée sur l'utilisation des réseaux sociaux ; assurer la présence de l'Europe sur le metaverse. Le DSA doit permettre de contrer l'hégémonie américaine sur les réseaux sociaux.
- Favoriser, dans le cadre d'une stratégie de soft power, la puissance "géopoéthique" de l'Europe basée sur son modèle de valeurs.
 - Il s'agit de proposer un projet culturel qui soit le pilier du soft power européen et qui intègre une dimension culturelle, artistique et éthique. Cette initiative incarnant la **puissance des valeurs européennes** pourrait porter le nom de « géopoéthique ».
 - Dans le cadre de cette approche, l'UE pourrait **mettre en place des "Instituts Spinoza"** à l'instar des Instituts Goethe, Cervantes, Confucius... qui incarneraient les valeurs et la culture européenne dans les pays tiers. Ces instituts seraient les fers de lance d'une nouvelle stratégie de communication recourant aux réseaux sociaux et proposant aux citoyens un ensemble d'informations faciles d'accès (podcasts, bibliothèque ouverte en ligne, musées...).
- La montée en puissance de ce soft power doit pouvoir s'appuyer sur la mise en œuvre d'un **modèle éducatif européen innovant et attractif** pour les jeunes et tout au long de la vie. A ce titre, il convient de :
 - Populariser une approche philosophique en Europe pour consolider le sentiment d'appartenance et pour appuyer la stratégie de soft power
 - Favoriser la **construction de filières tournées vers les métiers d'avenir** en s'appuyant sur le programme Erasmus+
 - **harmoniser par le haut les systèmes éducatifs nationaux** en se concentrant sur les compétences et les connaissances citoyennes, scientifiques, culturelles, technologiques nécessaires pour réussir la transition écologique
 - **promouvoir un cursus en ligne européen**
 - **mettre en place des lycées européens dans le Monde.**

Remarques issues du débat

- pas d'accord européen sur les intérêts à défendre. Y a-t-il véritablement une volonté de faire de l'Europe une puissance ?
- il ne peut pas y avoir de partage des coûts des interventions s'il n'y a pas de partage de la décision.
- la monnaie est un instrument de médiation de la puissance. Nous aurions les moyens de déclencher des sanctions extra-territoriales.
- attention à la remise en cause du droit de la concurrence, en particulier venant de la France.



2.3 Appartenance

Malgré un héritage commun très riche et des acquis considérables, on constate un effritement du sentiment d'appartenance à l'Europe, perçue comme lointaine, institutionnelle, illisible. Comment fortifier le sentiment d'adhésion au projet européen aujourd'hui ? Le groupe a travaillé sur deux objectifs : travailler à un récit commun qui valorise les atouts et les acquis européens, proposer des projets inclusifs, fédérateurs, valorisant l'engagement, et permettant d'impliquer en particulier les jeunes, et de soutenir les valeurs de diversité, d'unité et de solidarité : **Pour une Europe construite par tous, utile pour tous, et dans laquelle chacun se reconnaît.**

2.3.1 Enjeu retenu – constats

Face à la crise du sentiment d'appartenance à l'Europe, quelles sont les nouvelles propositions possibles ?

Constats essentiels
1. Un héritage européen considérable (notamment politique : libertés, séparation des pouvoirs, sécurité et plus largement de valeurs communes) nous procurant un espace de vie en paix très favorable
2. Cet héritage et ces acquis sont peu lisibles, ignorés ou brouillés: ce ne sont plus des acquis. Ce constat de « non accès » ou d'invisibilité s'applique également aux actions et fonctionnement actuel de l'UE.

2.3.2 Propositions

Deux objectifs :

- **Construire un récit commun européen**
 - Besoin de renouer avec le projet européen et de s'approprier les récits à son fondement.
 - Mettre en évidence des grands éléments clés des apports du projet européen (construction d'un espace en paix, stabilité, droits de l'homme, avancées sur les droits sociaux, libertés de convictions et d'expression, sécurité, déplacements etc).
 - Nécessité de travailler sur l'espace médiatique
- **Proposer des projets fédérateurs qui rendent visibles l'Europe des Citoyens**

Quelques pistes ont été évoquées, en partant notamment de ce qui est au fondement de la réussite du programme Erasmus

- Un projet favorisant la mobilité, l'expérience et la rencontre
- Un projet qui ne soit pas seulement sur la défense ou la protection d'un modèle, mais qui propose du « positif », du nouveau

- Un projet portant sur une thématique concrète, en rapport avec des préoccupations importantes aujourd'hui pour les citoyens
- Un projet qui encourage l'engagement, la participation

=> Travailler à une citoyenneté plurielle/inclusive/additive : faire source à différentes échelles d'identité

=> Importance de travailler avec les jeunes

Propositions ou orientations pour l'UE	Vote Wooclap
1. Sensibilisation – Rendre commun l'enseignement de l'histoire de l'Europe et de la Construction européenne dans les programmes scolaires des différents pays européens – Favoriser les mobilités des jeunes à la découverte de l'UE, notamment les précarisés	8
2. Engagement - Favoriser l'implication des jeunes en faveur de l'Europe : impliquer la jeunesse dans la définition de grandes causes européennes, généralisation d'un service universel européen pour les jeunes qui serve à la formation sur les fondamentaux européens, dans le cadre de projets culturels	7,8
3. Visibilité - Favoriser la mise en place de médias et événements européens, dont des médias participatifs	8

Présentation de chacune des propositions et des arguments retenus

1. Sensibilisation : transmission et la co-construction intergénérationnelle d'un récit européen commun

Public cible : jeunesse (public scolaire et jeunes adultes) en premier lieu, tous les citoyens en second lieu

- a- Rendre commun l'enseignement de l'histoire de l'Europe et de la Construction européenne dans les programmes scolaires des différents pays européens – Travailler à une formation commune des enseignants - Généralisation de visites et découvertes des institutions européennes pour les scolaires (Cf projet de Parlamentarium)
- b- Favoriser les mobilités des jeunes à travers l'Europe - Jumelage des villes au niveau européen et échanges scolaires : revitaliser ces dispositifs – Dispositif Interrail et trains européens à renforcer, généraliser, rendre plus accessibles
- c- Favoriser les découvertes et échanges culturels - Élargir le Pass Culture à un Pass Européen
- d- Lancer des appels à projets financés sur fonds européens – dans le cadre d'Europe Créative ? - pour produire des supports communs de transmission pour et par la jeunesse et de tous afin de valoriser les acquis du projet européen - penser des histoires de la construction européenne sous une forme qui parle aux jeunes générations (mangas, récits graphiques, films, chansons, etc..)

2. Favoriser l'engagement des jeunes en faveur de l'Europe

a- Détermination par les jeunes d'une grande cause européenne périodique

Les jeunes (au sein des établissements scolaires, universitaires notamment, mais en portant également une voie de participation directe) sont invités périodiquement à choisir une grande cause européenne (ex : climat, inégalités, diversité, patrimoine, etc)

Parallèlement à cette grande cause, les jeunes sont appelés à faire une proposition de projet que l'Union européenne s'engage à financer chaque année (budget participatif).

b- Mise en place d'un Service européen universel pour les jeunes

Public cible : 16-30 ans

Description : Donner plus de visibilité et généraliser les dispositifs existants : Corps européen de solidarité et service civique européen – Créer sur ces bases un Service européen universel volontaire, coordonné par une agence européenne de la jeunesse qui permette aux jeunes de vivre une expérience assez longue (au moins 6 mois) dans un ou plusieurs autres pays européens – Mettre en place une véritable indemnité pendant ce service, avec création de droits à la retraite – faire une campagne de communication sur ce dispositif généralisé et créateurs de droit au niveau collège et lycée dans tous les pays.

Y associer une formation aux fondamentaux de l'Union Européenne

Pour qui et quoi : Sujet en lien avec la grande cause européenne de l'année et thématiques permanentes : solidarité en direction des personnes les plus fragiles (pauvreté, précarité), attention aux populations âgées, attention aux minorités, environnement

3. **Visibilité - Favoriser la mise en place de médias et événements européens, dont des médias participatifs**

- Mettre en place une agence de presse européenne
- Lancer l'idée de la création d'un journal européen (Courrier International à l'échelle européenne + média participatif) – porter notamment attention à la construction d'une parole plurielle valorisant la diversité (attention aux régions ultrapériphériques, aux minorités et à l'apport des migrations)
- Grande campagne de communication sur les acquis européens
- Imaginer des temps médiatiques communs fédérateurs au niveau européen (culturels, sportifs, événementiel, musicaux, concours culinaires, jeux régionaux à l'échelle européenne etc...)

Un mot sur ce que vous inspire le concept de Relance



2.4 Résilience

2.4.1 Enjeu retenu – constats

La résilience de l'Union européenne, par l'Union européenne

Nos sociétés contemporaines européennes ont fait face, et feront face à des crises multiples. Si la crise environnementale et climatique occupe une place singulière, ces crises seront de nature différente, avec des impacts à des échelles multiples et selon des dimensions variées. Dans ce contexte nous ne pouvons identifier à quelle prochaine crise les sociétés européennes seront confrontées.

Anticiper, préparer et transformer l'Union européenne pour réduire nos vulnérabilités : c'est l'objectif que nous devons partager. C'est également un enjeu de pérennité de l'Union, de ses valeurs démocratiques et de son modèle économique et social.

Nous devons ainsi accroître notre résilience face aux crises à venir et aux changements globaux

ÉTAT DES LIEUX :
1. On ne connaît pas la prochaine crise. Les changements globaux sont multidimensionnels.
2. Qui pense la prochaine crise au niveau européen ?
3. La résilience <i>par</i> l'Europe invite à se poser les questions de subsidiarité et d'intégration, d'articulation des échelles.
4. Il commence à y avoir des contestations réelles sur la question des valeurs. Une société résiliente, ce sont aussi des institutions légitimes. Enjeu que l'Union européenne soit reconnue comme légitime > résilience <i>de</i> l'Europe

2.4.2 Propositions

RÉSUMÉ des 3 à 5 propositions retenues	
1. Doter l'Europe d'une vraie fonction d'anticipation et renforcer sa capacité de gestion opérationnelle des crises, en s'appuyant sur les cellules existantes et en déployant des stress tests européens.	8,3
2. Renforcer la capacité de l'Union européenne à réagir aux atteintes à l'environnement par extension de compétences du parquet européen	7,8
3. Faire du critère de résilience un des critères de conception et d'évaluation de la législation	6,7
4. Prendre en compte des critères de résilience dans le cadre de la réforme du pacte de stabilité et de croissance (accompagnement de la transformation des secteurs de l'économie brune, dépenses de recherche et de développement,...)	7,1
5. Promouvoir un engagement citoyen européen autour de la question de la résilience (développer les programmes de type Erasmus tout au long de la vie et des IHE européens !)	7,6

un enjeu sous-jacent de transformation des modes d'action de l'Europe.

remarques issues du débat :

- *sur quels principes s'appuierait l'évaluation de la résilience dans une étude d'impact ?*

Un mot sur ce que vous inspire le concept de Résilience

